

LA CRISE FINANCIERE, LA MONDIALISATION ET L'ALGERIE: NOUVEAUX DEFIS ET PERSPECTIVE STRATEGIQUES

Hartmut **ELSENHANS***

RESUME

L'insertion dans la mondialisation implique une dévaluation monétaire entraînant l'échange inégal. Dévaluation ne signifie pas compression des revenus des masses, mais transformation de l'échange comparatif en compétitivité et constitue ainsi une forme intelligente de mobilisation de la rente. Une stratégie de développement rejetant les partis pris de la théorie économique orthodoxe peut allier libéralisation économique et intervention étatique. Sachant que la crise financière mondiale renforce les économies capables de générer une croissance économique endogène, l'Algérie doit rejeter la tentation de se reposer sur les rentes minières et pétrolières dont l'augmentation ne sera que temporaire. Le pays, dont les ressources agricoles sont limitées, doit plutôt promouvoir une répartition de la rente par la restructuration économique et l'ouverture vers le marché mondial s'appuyant sur la promotion de la consommation intérieure.

MOTS CLEFS: Mondialisation, export-led growth avec rente, dévaluation, crise financière mondiale

JEL CLASSIFICATION: F01, F13, F 54, G15, O14

AVANT PROPOS

L'Algérie fait face aux tendances contradictoires de la crise actuelle. Cette crise est d'abord une crise des marchés financiers. Néanmoins, elle met en évidence des contradictions qui opèrent à plus longue échéance. L'élément dominant en est la mondialisation de la production. Celle-ci crée des problèmes de compétitivité liés à l'émergence de nouveaux pays industriels. La demande de ces pays crée certes de nouveaux débouchés pour les exportateurs de pétrole, ce qui pourrait laisser croire aux Algériens que la rente des hydrocarbures

* Université de Leipzig, Institut de sciences politiques.

sera à même de compenser le manque de productivité de l'industrie algérienne de longues années encore. Mais il sera difficile de protéger la rente sur les marchés financiers. La crise financière a fait perdre à l'Algérie des ressources investies sur ces marchés. Si les banques internationales ont été sauvées, les placements algériens ne l'ont pas été, ces placements n'étant pas nécessaires à la préservation du système financier international.

La rente reste fragile en raison notamment des stratégies adoptées au niveau mondial pour surmonter la crise financière. Cette fragilité devrait inciter l'Algérie à «semmer la rente» par la diversification industrielle et à ne pas se fier à la capacité des ressources pétrolières et gazières à faire vivre le pays. L'Algérie fait face à la compétition internationale sur les marchés de produits manufacturés en expansion limitée par rapport à l'augmentation du potentiel mondial de production, en raison des modes d'ajustement d'économies plus puissantes que l'économie algérienne. Ces dernières, en particulier les Etats-Unis, le Canada et le Japon, mais aussi certains pays émergents, hésitent à élargir leurs marchés intérieurs.

L'Algérie affronte cette tâche dans des conditions difficiles. Elle ne peut espérer que son pouvoir de négociation sur les marchés financiers soit important, même si les pays industriels s'appliquent à sauver le système actuel. En même temps, elle présente des difficultés à adopter la stratégie à la base de la réussite de pays nouvellement industrialisés, soit l'exportation de produits manufacturés basée sur la dévaluation de la monnaie (et donc la valeur internationale du travail) en dessous de sa parité d'échange¹. De plus, l'économie algérienne continue de refléter les déformations induites par la rente.

Nous montrerons que l'Algérie dispose cependant d'opportunités de diversification économique en se basant sur l'exportation de produits manufacturés, tout en utilisant intelligemment la rente générée par l'exportation d'hydrocarbures. Pour cela, l'Algérie doit dépasser les discours d'antan misant sur une crise de l'économie mondiale dont elle pourrait profiter et dénonçant l'exploitation impérialiste utilisée afin de rester passif. Il apparaît plus prometteur d'accepter la régulation par le marché, dans le but de limiter le gaspillage improductif de sa propre force de travail, que de dépendre

¹ Pour mon analyse de la mondialisation, voir Elsenhans 1999b, 2006.

de la rente, ce que d'aucuns dénigreront sans doute comme l'imposition de l'exploitation capitaliste.

Nous allons essayer de démontrer qu'une telle stratégie pourrait permettre de faire jouer la rationalité économique en faveur des masses algériennes et d'atteindre aussi bien certains objectifs de la voie de la croissance endogène, qu'une intégration dans l'économie mondiale dont l'Algérie pourrait bénéficier dans son propre développement.

1- LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE SERA SURMONTÉE SANS MODIFICATIONS PROFONDES DE L'ECONOMIE MONDIALE

La crise financière internationale actuelle ne modifiera pas fondamentalement la mondialisation de l'économie. L'Algérie devrait donc concevoir sa stratégie de développement, en tenant compte de l'intensification de la compétition entre pays en voie de industrialisation par l'accès aux marchés des pays aux revenus plus élevés, que nous continuerons d'appeler développés sans tenir compte de la problématique évaluation de ce développement. A la différence des années 1930, les gouvernements du monde développé n'ont pas eu de scrupules à vouer aux gémonies les principes de l'école néolibérale, incapables d'aider à surmonter la crise dans ses manifestations concrètes. Les acteurs capitalistes eux-mêmes, ne se souciant guère de la perte de crédibilité des coryphées du libéralisme, ont soutenu cette stratégie. En dépit d'apparentes fissures et contradictions internes, le «bloc au pouvoir» à l'échelle mondiale sortira renforcé de la crise.

Les critiques globalisantes du capitalisme, se revendiquant d'un marxisme qualifié à tort d'orthodoxe (même si cette approche est la seule à avoir fait école en pratique), ou plus généralement se réclamant de l'école de la dépendance, ont sous-estimé tant le dynamisme économique que le potentiel de progressisme social du capitalisme; ce dernier consistant dans l'élévation du niveau de vie dans certaines régions du monde, non seulement dans les régions dites développées, mais aussi dans des régions longtemps considérées condamnées au sous-développement. Il ne sert à rien de qualifier la Corée du Sud ou Taiwan de pays dépendants dont l'industrialisation est considérée comme partielle. De telles critiques ignorent le fait que ces deux pays et d'autres qui suivent leur exemple, sont aujourd'hui caractérisés non seulement par une croissance importante de leur capacité productive,

mais aussi par l'expansion de leurs marchés de masse intérieurs, cette expansion permettant l'augmentation rapide de l'emploi et des revenus des masses.

La mondialisation a bien servi des économies initialement à faible niveau industriel et permis à d'autres, qui ont éprouvé les contradictions de systèmes socialistes sur-étatisés, à surmonter leurs blocages. Ces économies et leurs classes sociales, notamment leurs prolétaires et sous-prolétaires non employés, n'aspirent pas à moins mais à plus de mondialisation. Elles luttent pour le maintien de marchés ouverts dans les pays les plus développés et soutiendront, à cette fin, les efforts du monde capitaliste de stabilisation du système économique international. Ces économies englobent tous les pays émergents, notamment les BRIC, catégorie économique qui regroupe Brésil, Russie, Inde et Chine, et l'alliance nouvelle menant l'ancien Tiers-Monde, le BISA: Brésil, Inde et Afrique du Sud.

Ainsi, l'ancien Tiers-Monde qui luttait contre la dépendance et le pouvoir de l'impérialisme, s'est transformé en alliance qui conteste certaines règles défavorisant des pays en voie d'industrialisation tout en maintenant comme objectif la stabilité économique du système capitaliste mondial. Les opportunités d'accès des pays moins industrialisés aux marchés des pays les plus développés sont à l'origine de cette mutation. En suivant cette voie, de nouveaux centres de croissance ont émergé, notamment en Asie et en Amérique latine, cependant ni en Afrique subsaharienne ni dans le monde arabe.

L'Algérie fait donc face à la transformation de son économie dans un climat mondial de libéralisation économique. L'économie mondiale continuera d'être caractérisée par la recherche de la croissance industrielle basée sur la compétition internationale. Cette orientation est suivie, non seulement par les pays industriels les plus avancés et par les sociétés multinationales qui en sont issues, mais aussi par les pays émergents qui représentent les poids lourds du Sud et qui ont réussi à développer leurs propres multinationales.

Ces tendances ne seront pas contrebalancées par les résultats probables de la gestion de la crise financière. La libéralisation du système de paiement multilatéral et des flux financiers internationaux sera maintenue grâce à l'injection de liquidités sur les marchés financiers, pour compenser la faillite de certaines banques et la baisse des valeurs boursières, sauvant de ce fait le reste des banques ainsi que les places financières.

Les gouvernements des pays industrialisés les plus avancés et de certains pays émergents ont réussi à stabiliser le système financier mondial par le biais de mécanismes monétaires keynésiens. Cette stratégie bloquera la mise en place de modèles économiques qui se réclameraient d'une vision keynésienne, non seulement du système financier, mais surtout de l'économie réelle. Dans cette configuration, les investisseurs importants dont les pertes ne menacent pas le système en place ne seront pas protégés. Ceci sera aussi le scénario à appliquer à des crises financières ultérieures, que la financiarisation de l'économie mondiale ne manquera pas de déclencher dans l'avenir.

2- CRISE FINANCIERE, MONDIALISATION ET SOUS CONSOMMATION: LE SYSTEME FINANCIER ET L'ECONOMIE REELLE

La crise financière a ses origines dans des déséquilibres de l'économie réelle qui sont la conséquence de la globalisation de la production. Cette dernière entraîne des tendances à la sous-consommation que les forces dominantes de l'économie mondiale ont tenté de compenser par la financiarisation de l'économie mondiale.

La globalisation de la production a permis les gains de compétitivité de certaines économies du Sud dans le secteur manufacturier. Cette compétitivité fut initialement obtenue dans les industries de faible niveau technologique (textile, jouets, cuirs) suivant la formule néoclassique de l'avantage comparatif (en fonction des facteurs de production - travail et capital). Une adaptation structurelle des pays les plus avancés pouvait alors répondre à la nouvelle compétitivité des pays du Sud. Les pays les plus avancés pouvaient espérer compenser la compétitivité perdue dans ces secteurs par une spécialisation plus accentuée sur des produits haut de gamme, à base de l'expansion sur leurs propres marchés intérieurs. De fait, les pays du Sud les plus performants accrurent rapidement leurs exportations de produits, employant une large main-d'œuvre dans les pays industriels les plus avancés (automobile, chimie de base, équipement standardisé et même dans des secteurs de pointe tels la microélectronique, la biotechnologie, l'aviation).

En conséquence, les pays industriels se voient aujourd'hui concurrencés dans les industries de transformation par les pays émergents, à productivité moyenne encore faible, alors qu'ils ont déjà atteint des productivités élevées dans des filières de pointe. En raison

de productivités encore faibles dans les industries tournées vers les marchés intérieurs, ces pays accusent des faibles niveaux de revenus du travail. En même temps, leurs résultats à l'exportation sont encore trop faibles (et le resteront dans les pays émergents-clés) pour les forcer à apprécier les cours de leur monnaie. Pour les pays développés il y a donc compétition à la fois dans les secteurs de base et dans les secteurs à haute productivité.

Par conséquent, les pays développés tentent de maintenir leurs coûts salariaux au-dessous de l'augmentation de la productivité et de l'effet d'amélioration de leurs termes de l'échange. Ceci limite l'expansion de leur demande intérieure. Une pression sur l'emploi est ainsi engendrée malgré la hausse de la productivité. Depuis au moins le début des années 1990, cette pression sur l'emploi a mené à une situation de sous-consommation.

Etant donné les limites (faussetment) considérées comme nécessaires à la hausse des revenus de masse, les pays industriels avancés appliquent la solution du capitalisme monétaire, c'est-à-dire l'expansion de la masse monétaire plutôt que l'augmentation des salaires réels. Cette expansion va de pair avec la recherche de secteurs nouveaux d'activité dans lesquels ils ont des avantages quasi-monopolistes et parmi eux, le secteur financier. L'aisance financière et la compétition, pour devenir des places financières par la dérégulation des marchés financiers, induisent, comme dans les années 1920, la spéculation boursière. Cette dernière est entretenue par des mécanismes nouveaux, les produits dérivés : ils réduisent les besoins de crédit en réalisant des opérations d'achat constituant le « levier » nécessaire aux opérations boursières. La facilitation du financement par l'expansion du crédit allait de pair avec la réduction des besoins de financement destinés à alimenter la bulle spéculative.

La révolution keynésienne a été, entre autres, caractérisée par l'affirmation du rôle actif de la monnaie. En effet, en régime capitaliste, la monnaie est un élément de régulation qui, au sens strict, n'a pas de valeur (à l'inverse d'une monnaie marchandise), mais constitue un droit d'acheter. Lorsque des capacités de production existent, l'injection de ce droit d'achat, qui est sans valeur propre, dans l'économie, peut provoquer la production de cette valeur, à condition que ce droit soit transformé en demande dans l'économie réelle. Il y a, dans le cas contraire, création de monnaie-crédit sans contrepartie matérielle. Les libéraux traditionnels ont d'ailleurs critiqué le

keynésianisme en invoquant le caractère artificiel de la richesse créée par l'expansion monétaire (Hayek 1941, 34).

La gestion de la masse monétaire est confiée à des banques centrales dont la caractéristique principale est l'obligation de ne pas faire de profits sur leurs opérations. La libéralisation des marchés financiers provoque l'apparition du multiplicateur monétaire. Tout crédit introduit un actif nouveau dans le système bancaire, qu'une banque peut à son tour transformer en crédit; toute hausse des cours boursiers augmente la capacité de création de crédit, ce qui provoque l'expansion monétaire dans le secteur à laquelle les banques centrales peuvent répondre par le renchérissement du crédit si elles craignent l'inflation.

Les banques centrales réagissent de la sorte si l'expansion de la masse monétaire alimente la demande en créant de l'inflation, au sein de l'économie réelle, sur le marché des biens et services. La hausse des valeurs boursières n'est pas interprétée comme une inflation, mais, à cause de l'illusion, monétaire, comme une richesse.

Sur les marchés financiers, les cours ne sont pas déterminés uniquement par la capacité de production d'un surplus réel, soit les dividendes des entreprises, mais aussi et surtout par les attentes concernant l'évolution des cours. Le taux de profit réalisé sur les marchés financiers ne correspond pas à la capacité des entreprises à dégager des surplus réels, mais dépend plutôt d'attentes basées sur la «psychologie» et l'alimentation du système bancaire par des liquidités que celui-ci peut créer lui-même, aussi longtemps que de «bons» débiteurs sont prêts à s'endetter.

Cette dynamique escamote le mécanisme essentiel de contrôle et de balance de l'économie réelle. Le système capitaliste est géré par le taux de profit qui incite les détenteurs de ressources financières à l'investissement dans l'économie productive de manière efficace, en s'orientant vers des produits pour lesquels existe une demande, donc des besoins, et en s'orientant vers des technologies efficaces, c'est-à-dire les techniques qui permettent de produire les biens aux moindres coûts de travail direct et indirect. La masse de surplus à distribuer sous forme de profit dépend, dans les économies monétaires, non d'un taux d'exploitation élevé (comme c'est le cas dans une économie rentière ou d'une économie dite socialiste, dont les prix sont planifiés au niveau central) mais des dépenses nettes d'investissement. Ceci constitue l'égalité de l'investissement et de l'épargne, l'investissement

déterminant l'épargne de tout modèle macroéconomique à la suite de la révolution keynésienne (Kaldor 1955, 95). Afin que l'investissement brut dépasse l'amortissement, l'expansion de la demande de masse est nécessaire, ce que Rosa Luxembourg (1923, 88-93), bien avant Keynes, découvrit. Pour les théoriciens classiques et néoclassiques, l'expansion de la demande de masse ne pose pas de problème puisque, suivant la loi de Say (1972), les détenteurs de capital n'ont d'autres possibilités pour retenir ce capital que d'investir dans l'économie réelle. La tendance au plein-emploi est donc toujours présente, tout en incluant des adaptations sur des marchés partiels pouvant présenter des déséquilibres temporaires. En situation de plein-emploi, le coût du travail reflète la productivité marginale. La règle keynésienne selon laquelle les salaires doivent augmenter en fonction de la productivité moyenne, trouve sa justification théorique dans la loi néoclassique de Say en situation de plein-emploi (que Say suppose comme seul équilibre possible). Les keynésiens, doutant de la nécessité des détenteurs de ressources financières d'investir ces ressources dans l'économie réelle, soutiennent l'imposition de cette règle d'augmentation des salaires en fonction de l'augmentation de la productivité moyenne, même lorsqu'elle ne résulte pas des mécanismes du marché.

Pour les keynésiens, l'expansion de la demande doit finalement venir de l'augmentation des revenus des masses, donc des travailleurs et des pauvres caractérisés par une faible propension à l'épargne, ce qui explique la remarque de Keynes sur la construction de pyramides comme stratégie de sortie de crise économique (Keynes 1936, 131).

D'autres théories macroéconomiques (souvent qualifiées de synthèse monétariste) supposent que c'est l'investissement privé qui est prioritaire, à la différence de l'investissement public qui pour Keynes n'est pas nécessairement productif mais seulement créateur de revenus de masse. Pour ces macro-économistes, il est nécessaire de contenir le revenu des masses, afin de lancer l'investissement privé productif résultant dans la création d'emploi. Pour les keynésiens orthodoxes, il faut lancer la consommation de masse (en particulier, mais non seulement) par la dépense publique.

En cas d'investissement insuffisant dans un régime de compétition parfaite, l'insuffisance de l'expansion de la demande mène à la baisse du taux de profit ainsi qu'à une baisse des prix plus importante qu'une baisse des salaires nominaux (Keynes 1939). Cette disparition du profit et de la hausse des salaires réels fut le mécanisme essentiel des

relances conjoncturelles jusqu'à la crise des années 1930; il disparut en raison des barrières à l'entrée dues à l'émergence de structures oligopolistiques dans un secteur large de l'économie (Sohn-Rethel 1973, 47 ss). Le développement parallèle du complexe militaro-industriel et de l'Etat-providence, à la suite de la crise des années 1930, ont constitué la réponse à la disparition de ce mécanisme (Baran/ Sweezy 1967, 113 ss).

La financiarisation de l'économie fait partie de cette évolution. Les banques étant désormais sauvées, la dévalorisation du capital sur place sera limitée. Cette limitation de la perte de valeur du capital renforce le caractère oligopolistique de l'économie mondiale, les taux de profit étant largement en excès vis-à-vis du taux de croissance du capital.

L'importance de certains segments qualifiés de la force de travail continue de garantir, à une partie de la classe salariale, des emplois relativement stables. Même si, ici encore, les revenus tendent à être trop bas par rapport à la hausse de la productivité (et la fin de l'ère des revenus élevés dans la «nouvelle économie» en fait foi), ces segments de classes salariées vont préférer une participation limitée aux fruits de la production à un changement d'orientation politique. Ces segments ont foi en la promesse du «système existant» de leur préserver une perspective économique et considèrent que les laissés-pour-compte, qui d'après la théorie économique classique ne devraient pas exister, sont responsables de leur propre marginalisation. La désolidarisation de la classe salariale continuera aussi longtemps que les travailleurs les plus qualifiés auront l'assurance d'être privilégiés, à condition de ne pas mettre en question l'ordre en place. La crise a fourni une illustration de ce phénomène en Allemagne : les salariés disposant de revenus suffisants à l'épargne privée n'ont pas hésité à maintenir leur propension à la consommation, ce qui a servi la demande finale.

La crise financière actuelle ne mènera ni à la réappropriation keynésienne du capitalisme dans les pays les plus avancés par le lancement de la consommation des masses, ni à une plus grande participation des salariés au revenu national. L'augmentation de la consommation des masses restera inférieure aux capacités de production. La productivité continuera d'augmenter plus rapidement que la production, entraînant le maintien de la spéculation et du processus de concentration oligopolistique.

En dépit de la mondialisation, les Etats continueront de remplir trois fonctions:

- maintenir les imperfections des marchés, donc le pouvoir des oligopoles, notamment par la régulation de la propriété. Les TRIPS en sont un exemple
- assurer la sauvegarde de profits financiers créés artificiellement. Le sauvetage des banques sans contrepartie majeure illustre l'incapacité des gouvernements à récupérer la masse monétaire créée par les banques. Les gouvernements se voient ainsi forcés de transformer les gains artificiels -puisque réalisés à partir de l'expansion des masses financières- en richesse réelle par leur propre obligation et donc celle des contribuables, de servir une dette publique considérablement élargie en raison de ces opérations de sauvetage;
- maintenir des formes de protection limitée des marginalisés au sein des structures sociales qui, dans les pays industrialisés les plus avancés, sont similaires à la «société des deux tiers» dans la terminologie allemande: lorsque le travail est politiquement divisé entre une majorité plus ou moins qualifiée qui demeure attachée aux structures en place et une minorité marginalisée dans la précarité qui fait pression sur le marché du travail.

Dans les pays industriels les plus avancés, la limitation de la hausse des revenus salariaux, par rapport aux augmentations de productivité, rend possible l'expansion des inégalités. Ceci est facilité par les formes de hausse de productivité, dans lesquelles la formation sur le tas prend une importance toujours plus grande. Ce n'est pas seulement avoir acquis une qualification formelle qui importe, mais de plus en plus avoir acquis une expérience à l'intérieur de l'entreprise, qui regroupe des tâches toujours plus diversifiées. La stratégie de la métallurgie allemande, leader mondial du secteur, a montré l'importance d'une main-d'œuvre qualifiée lors de la crise actuelle, en maintenant la main-d'œuvre employée tout en réduisant les heures travaillées plutôt que de mettre les ouvriers au chômage. La difficulté de transformer en employés qualifiés les qualifications acquises par les travailleurs allemands, à productivité élevée, après la réunification du pays en est un autre exemple. Beaucoup d'ouvriers sont productifs parce qu'ils sont liés à une entreprise qui dispose d'une rente de monopole sur le marché. Cette productivité élevée est donc basée sur la rente puisque qu'elle

provient d'entreprises spécifiques aux débouchés oligopolistiques. Cette base rentière constitue la base économique de ce que Sinn (2005) qualifie d'économie de bazar. Les pays industriels avancés produisent des biens qui se vendent à prix élevé, sur la base de caractéristiques supposées refléter les qualités de marques spécifiques. Ainsi, une automobile Porsche, fabriquée à 60% à l'étranger, passe pour allemande et obtient un prix relativement élevé si elle est assemblée en Allemagne. A partir de ce profit dû à la marque, une main-d'œuvre allemande limitée continue de disposer de salaires relativement élevés, tout en étant disciplinée par la menace de délocalisation de la production à l'intérieur de l'entreprise.

3- LA LOI DE L'AVANTAGE COMPARATIF COMME BASE DE LA MONDIALISATION DE LA PRODUCTION ET DE L'EMERGENCE DE NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISES EXPORTATEURS

La menace de la compétition en provenance des pays émergents constitue donc un élément central de la stabilisation des relations sociales dans les pays industriels les plus avancés.

Les partisans de la mondialisation y voient pour les pays à salaire réel faible une opportunité de diversification industrielle. Ces pays sont invités à libéraliser leurs structures économiques et à s'ouvrir vers l'économie mondiale. Le développement économique est attendu de la spécialisation, en fonction des coûts des facteurs de production, ainsi que de l'exportation accrue de biens manufacturés. C'est sur cette logique que le processus de Barcelone est fondé.

L'argument en faveur de la spécialisation repose sur la loi de l'avantage comparatif. Dans la formulation de Ricardo, la loi de l'avantage comparatif avance que tout pays peut exporter, même si son économie, par rapport aux économies plus avancées, présente un retard de productivité dans toutes les filières de production, à condition que ce retard varie en fonction des filières. Si c'est le cas, l'économie la plus avancée dans toutes les filières aura intérêt à se spécialiser dans les filières où son avance est la plus grande et à délaisser les filières dans lesquelles son avance est comparativement plus réduite. En se spécialisant sur ces filières de pointe, l'économie la plus avancée pourra acheter, sur la base des revenus de ces filières, bien plus de produits des filières à avance moindre en provenance des pays en retard. Cette importation est plus avantageuse qu'une

production locale dans les filières moins en avance sur les économies en retard, même si la main-d'œuvre des filières moins performantes des pays plus avancés demeure plus productive que la main-d'œuvre d'une filière identique dans les pays en retard. L'essentiel n'est pas que cette avance soit absolue, mais qu'elle soit comparativement moindre que dans d'autres filières. Puisque l'économie la plus avancée a intérêt à se spécialiser, même si elle plus performante dans toutes les filières, l'économie en retard dans toutes les filières a nécessairement la possibilité d'exporter, même sur la base d'une seule filière dans laquelle la productivité est moins en retard que dans la moyenne par rapport à l'économie plus avancée. Pour reprendre l'exemple de Ricardo (1951, 131 ss), si l'Angleterre, vis-à-vis du Portugal, a une avance de 20% en matière de production de toile et 10% dans la production de vin: à niveau de prix des facteurs de production égal en monnaie-or dans les deux pays, le Portugal n'est pas en mesure de vendre sur le marché mondial ni vin ni toile par manque de compétitivité, ce qui l'amène à payer ses importations de toile et de vin à partir de son stock d'or. La réduction du stock monétaire portugais conduit à la déflation et à l'augmentation du stock d'or anglais entraînée par l'afflux d'or portugais. En Angleterre, ceci conduit à une hausse du niveau de prix, au Portugal à une baisse des prix. Dans une économie mondiale à monnaie papier, un tel résultat est obtenu par le changement de parité des devises. L'excédent initial de l'offre de la devise portugaise, causé par l'absence de capacités d'exportations de ce pays, conduit à la baisse de la valeur de sa devise par rapport à la devise anglaise. Avec la baisse des coûts internationaux du travail, les produits portugais dont le retard de productivité est le plus faible deviennent compétitifs les premiers, de sorte que les exportations portugaises sont lancées. La substitution de produits jusqu'alors importés par des produits locaux se met en place, entraînant une baisse de l'offre de devises portugaises et une augmentation de la demande internationale en cette devise jusqu'à ce que la balance commerciale du Portugal devienne équilibrée, ce qui interrompt la dévaluation de sa monnaie.

L'avantage comparatif est donc toujours transformé en compétitivité par des mouvements de niveau des prix et, dans les conditions modernes, par le changement du cours des devises. L'importance de ce mécanisme a été signalée dans la discussion est-allemande de formation des prix à l'intérieur du système socialiste (Kohlmey 1958). Il a été identifié

comme mécanisme de régulation du système capitaliste mondial et explique l'impossibilité pratique de la vision d'un monde développé capable de détruire des économies moins performantes (Busch 1974).

Dans la discussion actuelle entre Chine et pays occidentaux, la position occidentale repose essentiellement sur une critique de l'ajustement des taux de change. Les occidentaux dénoncent le taux artificiellement bas de la valeur internationale de la monnaie chinoise (Bowles/Wang 2006, Guillaumont-Jeanneney/Hua 1996). De même le rôle des changements des taux de devises à été central dans le début sur l'introduction de l'Euro (Busch 1993, 4 ss). Il a été avancé que l'introduction de l'Euro a rendu plus difficile l'ajustement des économies moins performantes et présentant une faible compétitivité internationale. Les débats sur la sortie éventuelle des pays non-compétitifs du Sud européen, de la zone Euro, sont largement focalisés sur la nécessité de rétablir ce mécanisme.

Ce mécanisme d'ajustement des taux de change joue certes en faveur de l'échange inégal, c'est-à-dire de « l'exploitation » du monde en développement par un monde plus développé, mais comme nous le verrons, il n'entraîne pas nécessairement le blocage de la diversification industrielle des économies moins performantes.

Certes, les pays sous-développés dans lesquels la stratégie de diversification des exportations a été un succès n'ont jamais été des pays à salaires réels élevé. Cependant, ils n'ont que rarement été les pays les plus pauvres du Tiers-Monde. Ce qui intéresse les clients achetant les produits des pays qui essaient de pénétrer de nouveaux marchés, ce sont les prix des biens par rapport aux prix de leurs anciens fournisseurs, et non les salaires réels des ouvriers produisant ces biens. Ce qui intéresse les firmes transnationales dans leurs décisions de délocaliser la production, ce sont les coûts de main-d'œuvre en monnaie internationale et non les salaires réels, que ces firmes d'ailleurs souvent ignorent. Lorsque les instituts de recherche, proches des entreprises industrielles des pays les plus développés, expliquent à la main-d'œuvre de ces pays que les salaires de certains pays d'Asie de l'Est et du Sud ne représentent qu'un cinquantième du salaire des pays industrialisés voici quelques années, il est surprenant que les syndicats des pays avancés ne rétorquent qu'évidemment aucune famille, dans les pays avancés, ne peut survivre avec un salaire d'un cinquantième du salaire moyen d'un ouvrier qualifié. La population des pays moins avancés ne s'accroît que s'il est possible

d'y survivre: les coûts de subsistance doivent donc être faibles. Les coûts des biens nécessaires à la reproduction doivent donc être plus faibles que dans les pays déjà industrialisés. La mondialisation ne repose donc pas sur la convergence, vers un même niveau, de tous les prix sur toutes les sites de production, mais sur le fait que certains produits réagissent uniquement aux conditions locales de production et de vente, tandis que d'autres produits voient leurs prix formés en fonction de conditions de demande à l'échelle mondiale. Plutôt qu'une «homogénéisation» à l'échelle planétaire, il y a donc interaction et fragmentation des conditions de production et de vente de certains produits et mondialisation d'autres produits. Les salaires réels qui prévalent dans différentes économies ne dépendent pas directement du coût en monnaie internationale de la force de travail.

Dans les années 1980, il a été établi qu'un ménage de Pékin avait un pouvoir d'achat de dix fois supérieur à Pékin à celui qu'il aurait en convertissant son salaire en dollars canadiens et en s'approvisionnant au Canada (Chen/Gordon/Zhiming 1994). La Banque mondiale publie régulièrement le produit national par tête au taux de change existant ainsi qu'en parité de pouvoir d'achat. Dans la plupart des pays du Sud, ce dernier est environ quatre fois supérieur au produit national par tête en taux de change existant. Nos étudiants sont parfaitement conscients de ce fait quand ils considèrent l'Inde comme un pays bon marché. Bon marché pour qui? Pour le visiteur occidental qui achète des roupies indiennes à un cours très bas. Il peut avec ces roupies s'offrir bien plus de biens et de services qu'il ne le pourrait avec sa monnaie d'origine dans son pays d'origine. C'est donc le taux de change qui détermine le coût international du travail et non les salaires réels. Ceux-ci sont certes également déterminés par la productivité dans les branches exportatrices, mais ils le sont surtout par la productivité des secteurs économiques qui produisent les biens-salaires pour la demande locale, sans pouvoir les exporter.

A l'exception de deux villes-Etats (Singapour et Hong-Kong), toutes les économies qui ont réussi leur diversification industrielle à partir de l'exportation de produits manufacturés, ont engagé ce processus en se basant sur des taux de change largement inférieurs à la parité de pouvoir d'achat. La dévaluation de la monnaie constitue ainsi un élément central du développement basé sur les exportations. Une dévaluation au-dessous de la parité du pouvoir d'achat implique l'exploitation par l'échange inégal au-delà du niveau prévu par Marx

(1972, 584). Une telle baisse de la valeur monétaire explique également l'absence, à l'échelle internationale, du mécanisme évoqué plus haut de redistribution, au plan national, des fruits du progrès technique d'une branche innovatrice vers le reste des branches de l'économie (baisse de la valeur marchande de ses produits), par la baisse de ses prix par rapport aux prix des autres branches.

Le fait que le revenu réel d'un travailleur du secteur exportateur soit supérieur à son salaire nominal, calculé en monnaie internationale, signifie qu'il peut acheter sur le marché local plus de produits qu'il ne pourrait le faire sur le marché mondial. Ce travailleur a donc accès à une palette de biens localement produits plus étendue que la palette de produits à laquelle il aurait accès sur le marché mondial. Ce surplus ne peut venir que de l'économie locale. Un potentiel de production locale est ainsi utilisé afin de dégager un surplus de production qui ne vient pas répondre à une demande internationale. Ce n'est qu'en transformant ce surplus en moyens de subsistance d'une main-d'œuvre autrement non utilisée qu'il peut être indirectement transformé en production.

Ce n'est pas la pauvreté qui rend compétitifs les pays émergents, mais la disponibilité d'un réservoir potentiel de production. Ce ne sont pas les populations affamées de l'Afrique subsaharienne mais bien plus les économies plus nanties du Sud et de l'Est asiatique, ainsi que de certaines régions d'Amérique latine qui sont à la base des poussées exportatrices du Sud.

La nature de ce réservoir de production peut être facilement identifiée. Tant que les salaires réels sont faibles, la part de l'alimentation dans la dépense des ménages se situe autour de 50%. Ce pourcentage ne diminue significativement qu'à partir du doublement du revenu des masses vivant initialement au niveau de subsistance. Environ 80% des autres constituants de la demande relèvent de produits et services simples dont la production est à la portée des petites et moyennes industries. La consommation des travailleurs de ce secteur reflète celle des travailleurs du secteur exportateur, leur salaire étant majoritairement destiné à l'achat d'alimentation et de produits manufacturés simples. L'expansion de ce secteur afin de contribuer à ce réservoir de production dépend donc de la capacité de l'agriculture locale à dégager des surplus.

On comprend alors la percée de l'Asie dans l'exportation de produits manufacturés. Les agricultures asiatiques sont parvenues à

accroître les rendements et le surplus de la production alimentaire destinée à la consommation locale. Les rizicultures asiatiques sont caractéristiques du succès de la révolution verte. La production de surplus agricole permit la dévaluation monétaire, à pratiquement n'importe quel niveau, afin d'accroître l'emploi par l'exportation supplémentaire de produits manufacturés. Aucun grand pays n'a réussi l'industrialisation par l'exportation de produits manufacturés sans avoir connu au moins initialement l'autosuffisance alimentaire, condition essentielle à la dévaluation.

Cette stratégie relève certes de l'exploitation sur le plan des valeurs échangées, mais elle permet aussi «d'importer» un bien important : un niveau élevé de l'emploi pouvant aller jusqu'au plein-emploi. Ce virage est qualifié par des auteurs Est-asiatiques de *turning point* mesuré par la hausse des salaires, non seulement dans les filières d'exportation mais aussi dans le reste de l'économie en raison de la hausse du niveau de l'emploi entraînant la raréfaction du travail (Bai 1982, 135-139). Le *turning point* est caractérisé par l'introduction de la régulation marchande des conflits sociaux, la rareté du travail engendrant le *wage drift*, soit la hausse des salaires dans toutes les filières en fonction de l'augmentation de la productivité moyenne, la formation de taux de salaires relativement moyens et la constitution de classes ouvrières par l'homogénéisation des conditions de travail et de rémunérations. Le *wage drift* mène à des luttes sociales, de type capitaliste, portées par des classes ouvrières qui adoptent rapidement le réformisme social, deviennent la base d'une société démocratique dans laquelle l'Etat joue un rôle limité et s'intègrent dans une structure politique, de type dit de démocratie bourgeoise, qui est en réalité sociale-démocrate. Toutes les sociétés dans lesquelles les classes ouvrières ont pu s'établir comme force politique ont été caractérisées par une tendance au plein-emploi.

L'existence de marchés intérieurs de masse, à la base de la rareté du travail dans toutes les filières, incite à l'innovation dans l'ensemble de l'économie, qui à son tour crée une demande suffisante en biens d'équipements en partie fabriqués localement. Ce processus, soit la capacité locale de développer des technologies et d'assimiler des technologies importées en les adaptant, peut ainsi constituer l'épine dorsale d'une économie à croissance endogène.

La mondialisation dépend donc non de salaires faibles mais de faibles coûts internationaux du travail rendus possibles par la

mobilisation d'un réservoir de production, à savoir le surplus agricole qui autrement ne serait pas produit ou, si produit, gaspillé par les propriétaires terriens. Ce réservoir de production correspond donc à des rentes foncières affectées à la subvention de travailleurs supplémentaires dans les filières exportatrices.

La mise à profit de réservoirs de production entraîne une transformation de la distribution des revenus. Au lieu d'être distribuées à des consommateurs orientés vers des biens de luxe, les rentes disponibles sont affectées à des catégories sociales aux demandes homogènes. L'homogénéisation de la demande locale favorise la croissance des industries orientées vers le marché intérieur, englobant la production de biens initialement simples et l'apprentissage technologique par de vastes collectifs de travailleurs. La petite et moyenne industrie croît grâce à ce marché local et améliore ses capacités technologiques pour devenir elle-même compétitive sur le marché mondial.

La rareté du travail rend possible le progrès technologique par la constitution de milieux compétitifs dans tous les secteurs de l'économie. Ceci constitue une voie d'accès à la croissance endogène. Son mécanisme (Romer 1994, Elsenhans 2000a), c'est à dire la création de technologies par l'expansion de la production suivant l'expansion du marché, est importé dans les filières où l'innovation est aisée. L'augmentation de l'emploi, renforcée par la demande de l'exportation, permet de gérer le problème d'économies d'échelle et des surcapacités qui caractérisent ce type de croissance sectorielle. L'expansion des marchés de masse ainsi que de nouvelles opportunités d'investissement permettent d'attirer des ressources financières vers l'économie réelle. L'expansion du marché intérieur mène ainsi au modèle économique de croissance endogène. Sur le plan politique, l'accroissement de l'investissement dans les PMI affaiblit considérablement les rentiers. Les rapports de force évoluent au profit des travailleurs et des entrepreneurs productifs et au détriment des rentiers.

Il est évident que l'Algérie aura des difficultés à suivre la voie des pays exportateurs de produits manufacturés. Le pays ne dispose pas d'une agriculture capable d'assurer l'autosuffisance alimentaire. Les denrées alimentaires devant être importées, la dévaluation ne permettra donc pas automatiquement la baisse des coûts internationaux de sa main-d'œuvre et en conséquence le développement, puisque la baisse de la

valeur internationale du dinar conduira à la hausse des prix de l'alimentation en Algérie. Malgré l'échec de l'expérience algérienne de l'économie planifiée, l'Algérie dispose cependant d'un secteur de PME bien plus diversifié que n'en possède l'Afrique subsaharienne. La distribution de revenus de masse à un sureffectif d'ouvriers dans un secteur public «déficitaire» a conduit, au moins jusqu'aux années 1980, à l'émergence d'une multitude de PME et d'entreprises informelles, disposant de compétences économiques variées et suffisamment importantes politiquement pour animer les tendances modérées du courant islamiste. Nous avons alors observé un tissu de PME relativement dense et présent du travail des métaux jusqu'à la petite construction mécanique (Elsenhans/Kleiner/Dreves 2000, 44).

4- UNE INDUSTRIALISATION AU RABAIS?

L'un des arguments, soutenu par les opposants à la libéralisation, souligne que les pays, qui s'engagent dans la spécialisation sur l'exportation de produits manufacturés simples, sont exclus du vrai progrès technologique, cette production de biens simples constituant une industrialisation au rabais. Les expériences concrètes des pays à industrialisation récente contredisent cet argument. La Chine, Taiwan, la Corée du Sud et le Brésil sont aujourd'hui dans le peloton de tête de l'innovation, provoquant les inquiétudes des pays industriels les plus développés.

Revenons à notre exemple de la conversion de l'avantage comparatif en compétitivité par la dévaluation. Dans cet exemple, l'Angleterre a un avantage comparatif dans l'industrie textile, considérée comme plus dynamique et génératrice de *general purpose technology* que la viticulture. Remplaçons le textile par l'automobile, le vin par la microélectronique, l'Angleterre par l'Allemagne et le Portugal par la Corée du Sud. C'est de cette configuration que l'économie allemande souffre aujourd'hui. L'Allemagne est si productive dans les filières-phares du 19^e siècle début du 20^e siècle (machines-outils, automobile, chimie) qu'elle a délaissé les nouvelles technologies telles que la microélectronique. Le téléfax a été inventé en Allemagne, mais développé à Taiwan. Aux 18^e et 19^e siècles, la France a été si productive dans les industries de luxe qu'elle en a négligé les industries de biens de masse. Le leadership anglais dans le textile a conduit l'Angleterre à abandonner la chimie et les appareils électriques au profit de

l'Allemagne, alors bien plus pauvre, et des Etats-Unis, même si les innovations de ces industries nouvelles ont été produites simultanément en Angleterre et en Allemagne.

La théorie de la croissance endogène qui met dans sa forme néoclassique des principes keynésiens, notamment l'indépendance du progrès technique de l'accumulation physique du capital (d'où toutes les théories sur le capital humain), explique l'innovation technologique comme trajectoire autoentretenu à base de systèmes d'innovation encore mal opérationnalisés (Freeman 1995, Dosi 1991). Le *learning by doing*, l'apprentissage sur le tas y joue pourtant un rôle incontesté. Les connaissances sont générées par des innovations apparaissant au sein de la chaîne de production. Une économie dominante dispose donc d'un avantage de productivité du simple fait de son expérience, liée à la création d'infrastructures appropriées et de systèmes de formation correspondants, tous deux générés par les forces du marché. Mais même si une économie dominante peut transférer ses connaissances vers d'autres branches nouvellement découvertes, il n'est guère probable qu'une telle économie dispose, dans de nouvelles branches, d'une avance équivalente à celle qu'elle possède dans des branches plus établies par rapport à une autre économie beaucoup moins avancée. Bien sûr, l'économie la plus avancée aura aussi une avance de productivité dans ces nouvelles branches. Cette dernière sera pourtant inférieure à son avance dans une branche plus établie, où, elle seule et non l'économie moins avancée, possède une expérience dans la production. En effet, la création d'une nouvelle branche, par définition, exclut la préexistence de *learning by doing*. L'économie la plus avancée peut certes tenter de transférer le *learning by doing* acquis dans des branches déjà établies. Cela dit, il est peu probable que le *learning by doing* acquis ailleurs, puisse contribuer à la hausse de la productivité au même degré dans la nouvelle branche. L'avance de l'économie avancée dans la nouvelle branche peut bien sûr être réelle, mais elle sera plus réduite que dans la branche établie. L'économie avancée doit donc avoir l'avantage dans la branche établie, malgré son avance dans la branche nouvelle. Certes, l'économie moins avancée peut avoir du retard dans la nouvelle branche, mais ce retard est normalement moins important que dans le reste de ses filières. Elle a donc un avantage comparatif dans cette nouvelle branche. C'est un peu la raison du rôle croissant du Japon dans la microélectronique depuis les années 1960 par rapport aux

Etats-Unis, ainsi que de l'ascension du reste du Sud-est asiatique par rapport à l'Union européenne. Ce que les pessimistes ignorent, c'est que l'on peut avoir un avantage comparatif dans les filières accusant un retard de productivité. C'est le marché mondial qui a permis aux pays asiatiques de lancer ces filières, étant donné que leurs marchés internes auraient été trop limités pour bénéficier d'économies d'échelle.

La spécialisation internationale n'entretient donc pas automatiquement l'inégalité des compétences technologiques. Si le progrès technologique dépend de l'expérience de production, la stabilité de la hiérarchie de la division internationale du travail est plutôt improbable, contrairement à ce qu'avancent les théories sur l'impérialisme et sur les cycles de production.

Cela dit, l'exemple inverse existe aussi. L'innovation mécanique l'illustre bien. La construction de machines devient profitable uniquement si elle conduit à la diminution des coûts de production. Ceci est d'ailleurs la raison principale du maintien du rapport capital/production à un bas niveau en régime capitaliste par rapport au régime planifié (Elsenhans 2000b). L'Algérie a fait l'expérience de rapports capital/production extrêmement élevés avec ses plans quadriennaux.

L'innovation technique se traduit par une réduction de l'élément coût de la machine par produit chez ses utilisateurs, ce qui conduit à une hausse de la productivité physique dans les filières utilisatrices de machines. Tous les utilisateurs de machines - qu'ils se trouvent dans les pays qui les produisent ou dans ceux qui les importent - bénéficient en effet du même accroissement de productivité dans les filières utilisatrices de machines, mais non dans la production de machines. L'augmentation de la productivité, dans la construction de machines, se produit pourtant, mais seulement dans une économie où les machines sont conçues et produites et où une nouvelle génération de machines se développe à partir des recettes de la vente de l'actuelle génération de machines. Une économie moins avancée aura donc un avantage comparatif dans l'utilisation de machines. En effet, les entreprises de l'économie moins avancée, qui savent se servir de machines plus sophistiquées, peuvent en importer des pays plus avancés. En cas de spécialisation parfaite, l'économie moins avancée ne peut développer ses propres machines. Cette inégalité, en termes d'innovation technique, constitue l'aspect le plus évident du maintien des hiérarchies dans la division internationale du travail. Elle explique

également que les pays ayant réussi leur transition vers une production industrielle diversifiée n'ont jamais suivi la voie de la spécialisation parfaite. Il y eut même des conflits au sein de la Banque mondiale entre le Japon et la direction de la Banque (et les milieux nord-américains qui la dirigent) sur ce point, le Japon ayant maintenu la nécessité de compléter l'orientation vers l'exportation par une intervention étatique dans la promotion de technologies; une voie plus ou moins suivie par les «tigres» Est-asiatiques.

Cette possible complémentarité entre l'intervention étatique en faveur de l'innovation technique et l'amélioration de la compétitivité a très tôt marqué le débat sur la réorientation des politiques de développement, menant au remplacement des politiques de substitution des importations par des politiques d'orientation vers l'exportation de produits manufacturés suivant la spécialisation basée sur l'avantage comparatif. De nombreux observateurs avaient alors considéré que la disponibilité de potentiels de production, issus de l'industrialisation de substitution des importations, pouvait être une condition du succès de l'orientation vers l'exportation de produits manufacturés. Pour l'Algérie, ce constat implique de ne pas rejeter tout simplement les acquis de l'industrie planifiée, mais plutôt de les intégrer dans des stratégies tournées vers l'exportation.

L'existence de blocages potentiels à la diversification doit inciter à promouvoir l'exportation, notamment dans les secteurs où la rentabilité immédiate n'est pas acquise mais peut être attendue à une échéance prévisible. Considérons la production des machines textiles en Corée du Sud (Mytelka 1986, 256, Haggard 1983, 283). C'est le secteur textile sud-coréen qui a ouvert la voie à l'industrialisation par l'exportation de produits manufacturés. En raison du faible coût international de sa main-d'œuvre, le pays a conquis une large part du marché mondial alors que les prix diminuaient. Les recettes augmentaient moins que les quantités exportées, comme c'est le cas de l'exportation de matières premières classiques. La Corée du Sud interdit alors l'importation de machines textiles. Les producteurs de textile coréens durent s'adresser à leurs fournisseurs locaux de pièces détachées (qui ont existé aussi en Algérie dans les années 1980) et leur demander de produire des machines complètes. Ces dernières étaient initialement plus chères que les machines disponibles sur le marché mondial. Les coûts de l'exportation de textile de la Corée du Sud ont été grevés par des charges supplémentaires, ce qui réduisit ses

exportations (mais non sa compétitivité qui dépend du taux de change). Cependant, le pays développa, de cette manière, sa capacité de construction mécanique; pouvoir construire une machine crée la capacité d'en construire d'autres. La bicyclette et la machine à coudre ont permis de résoudre graduellement la plupart des défis lancés ultérieurement par la construction de l'automobile et même de l'avion.

La production de textiles coréens dépassait sa demande interne. De ce fait, la demande en machines textiles augmenta bien plus que si la Corée du Sud avait renoncé à l'exportation de textile, en considérant que ce secteur ne favorisait pas le développement technologique tout en participant à l'exploitation du pays. Une telle stratégie de développement local d'équipements, ne peut toutefois être engagée qu'en se focalisant tout d'abord sur des exportations dont la production est simple, de même que l'on ne commence pas son éducation secondaire en terminale, mais en sixième. Plus on en apprend au niveau sixième, plus il est facile de progresser par la suite. Il n'est pas nécessaire de réinventer la roue quand on sait l'imiter. L'imitation de produits, qui crée tant d'inquiétude en Occident, fait donc partie intégrante du développement économique. Au début du 19^e siècle, l'Etat prussien employait des espions qui rapportaient d'Angleterre des esquisses de machines. Il y a aussi le souvenir de moqueries allemandes portant sur les Japonais, décrits comme démontant entièrement des appareils photos sophistiqués afin de comprendre leur fonctionnement et de les imiter.

En comparant la stratégie coréenne à la stratégie algérienne de développement planifié, il est clair que toutes deux sont basées sur la mobilisation d'une rente. La Corée du Sud aurait pu prélever une taxe sur ses exportations de textile, comme l'Algérie l'a fait sur le pétrole. Elle aurait tout aussi bien pu financer un programme public de développement de machines textiles par des entreprises publiques ou des entreprises privées assistées par l'Etat. En bloquant l'importation de machines destinées aux exportateurs de textile, le gouvernement coréen a grevé ces exportateurs de coûts supplémentaires ayant les mêmes effets qu'une taxe à l'exportation.

En réservant le marché des machines textiles aux producteurs nationaux, qui souffraient tous d'un retard comparable par rapport aux fournisseurs de machines étrangers, la Corée du Sud a offert à ces producteurs une subvention gagnée sur le marché dans la vente des machines. Le gouvernement coréen a rendu les exportateurs de textiles

responsables de l'évaluation de la performance technologique des machines coréennes, puisque ce sont eux qui investissaient en machines afin de pouvoir produire. Les exportateurs de textiles devaient eux-mêmes investir et payer pour ces machines. Ils étaient donc peu susceptibles de faire les frais des marchandages connus des économies planifiées, entre receveurs de subvention et bureaucratie étatique supervisant les programmes de promotion industrielle. Sur le plan économique, la taxe à l'exportation coréenne représente pourtant la mobilisation d'une rente au prélèvement, à l'allocation et à la gestion aisés.

La possibilité de promouvoir la productivité par les mesures de promotion permet d'adoucir certains effets défavorables de la dévaluation. Si l'on dévalue à un niveau auquel le plein emploi est atteint, l'économie perd des recettes engendrées par l'exportation de produits déjà compétitifs à un taux de change plus élevé et pour lesquels l'élasticité-prix de la demande peut être inférieure à l'unité. Pourquoi donc ne pas taxer certains produits à un taux de change intermédiaire afin de subventionner la diversification? Même en cas de spécialisation sur des produits manufacturés, la stratégie de développement par l'exportation inclut l'utilisation de rentes (Elsenhans 2001). Certains auteurs est-asiatiques sont bien conscients de ce mécanisme et évoquent le rôle positif de la rente dans ces stratégies (Khan 2000).

Tous les pays ayant réussi leur développement économique en se basant sur l'exportation de produits manufacturés ont appliqué de telles réglementations. Ces pays ont pratiqué la remontée de filières, c'est-à-dire la mise à profit d'une branche existante suffisamment large pour constituer un début de marché, capable d'absorber des technologies et des avant-produits fabriqués localement. L'imposition d'un taux d'intégration de la production représente le mécanisme le plus commun contribuant à la remontée des filières. Un tel taux d'intégration lie les recettes d'une firme disponibles pour des importations à ses recettes reçues à l'exportation, tout en diminuant successivement ce pourcentage. Il est alors possible d'acheter sur le marché mondial des biens en fonction des exportations, mais à un degré inférieur d'année en année. Le Brésil a réussi de cette manière à faire venir pratiquement tous les sous-traitants de l'automobile allemande. Les filiales des entreprises automobiles implantées dans ce pays ont dû mettre leurs sous-traitants devant l'alternative d'être soit

remplacés par d'autres sous-traitants (firmes locales ou extérieures prêtes à s'établir au Brésil), soit de venir s'implanter au Brésil. Cette délocalisation impliquait certes des surcoûts pour ces firmes, mais aussi longtemps qu'elles continuent à faire des profits moyens (leurs profits sont en général très élevés), elles vont rester dans le pays.

L'orientation vers l'exportation ainsi que la coopération avec les multinationales, ne peuvent donc être accusées d'entretenir le retard des pays en voie de développement. Il existe des automatismes qui accusent les retards; cependant, des tendances inverses sont tout autant favorisées. De plus, des mécanismes correcteurs permettent d'optimiser les effets de transformation de l'économie locale à partir de ses relations extérieures, si les opportunités d'exportations sont utilisées.

Les pays pétroliers ont ici un problème particulier en ce qu'ils souffrent de la richesse de leur secteur exportateur et des conditions spécifiques du progrès dans ce secteur. Sid Ahmed a montré que la stratégie de remontée des filières est particulièrement difficile dans l'activité des hydrocarbures en raison du caractère très sophistiqué et complexe des équipements nécessaires (Sid Ahmed 1990, 14 ss). Ceci vaut aussi, au moins depuis la fin du 19^e siècle, pour toutes les industries d'extraction. C'est pour cela que la vallée minière de la Ruhr en Allemagne a pu maintenir son rôle de fournisseur mondial de technologie minière. Plus généralement, on observe que les producteurs de technologie tendent à s'agglomérer autour de centres de production de technologie plutôt qu'autour de centres d'utilisation de celle-ci.

De ce fait, il est justifié de faciliter l'émergence de capacités locales de production de technologie par le développement des connaissances et la promotion ciblée des entreprises.

L'Algérie, en tant que pays pétrolier, a certes de grandes difficultés à appliquer une telle stratégie. Hors hydrocarbures, le secteur algérien d'exportations est encore faible et ce manque de dynamisme limite la portée des efforts respectables d'enseignement, ne conduisant pas à l'absorption, sur le marché du travail, de jeunes gens disposant d'un bon niveau de formation. Le manque de débouchés fait croire aux jeunes que les «combines» sont la seule alternative, ce qui se répercute sur le secteur éducatif où l'on commence à faire semblant d'être découragé plutôt que de s'atteler à dépasser les blocages. Ces derniers seraient mieux surmontés si l'on réussissait à développer une industrie

manufacturière orientée vers l'exportation. Il est certain que reculer devant l'adversité ne conduit ni à l'accumulation de connaissances technologiques, ni au dépassement des blocages.

5- UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT BASEE SUR L'INEGALITE ET LA MARGINALISATION DE LA MAIN-D' ŒUVRE?

Un deuxième argument important avancé contre une expansion de l'ouverture économique soutient que cette stratégie implique des inégalités croissantes. Néanmoins, dans la période d'initiation d'une telle stratégie, la plupart des pays qui y réussissaient étaient parmi les plus égalitaires, dont Taiwan et la Corée du Sud, mais aussi la Thaïlande. L'inégalité ne serait donc pas une condition incontournable de la réussite, mais plutôt un résultat de cette dernière et, nous dirons, un résultat évitable en pratique. Etant donné les besoins limités en capital de l'investissement productif, une distribution inégalitaire des revenus ne paraît pas nécessaire au maintien d'un taux d'épargne élevé. Ceci s'applique aussi au Tiers-Monde. Dans le cas de l'Inde, depuis des années, le capital manque rarement aux projets qui promettent d'être rentables. Les critiques de l'autonomisation des marchés financiers ont maintes fois souligné le manque de fonctionnalité pour l'accumulation, dans l'économie réelle, des gains boursiers, rentes de type nouveau. L'inégalité accentuée des systèmes capitalistes les plus avancés paraît donc ressortir non du capitalisme, mais d'un manque de capitalisme par lequel on permet à un secteur financier, de créer de la richesse artificielle et de défendre cette richesse au moyen d'imperfections du marché bénéficiant aux acteurs oligopolistiques.

Le fait que des économies à distribution des revenus plus égalitaires ont mieux réussi dans la stratégie d'exportation de produits manufacturés, tient à des facteurs d'offre et de demande.

En matière de demande, nous avons montré que des débouchés larges, s'ils, sont disponibles à l'exportation, facilitent la stratégie de remontée des filières. Puisque les exportations n'ont guère contribué, même dans le cas le plus favorable, qu'à 25% du PIB, (un pourcentage assez inférieur à la part des exportations dans le PIB de certains pays industriels avancés), l'impact de la remontée des filières, dans les filières d'exportation, devient d'autant plus payant que la demande interne devient plus égalitaire. Certains auteurs ont ajouté que

l'orientation de la demande de luxe sur la production locale dans l'Est asiatique, à la différence de l'Amérique latine, facilite à la fois la croissance de ce secteur et sa mécanisation. Dans le cas de la révolution industrielle, on a observé une démocratisation des biens de luxe, de provenance asiatique, en Europe par leur simplification dans le processus de substitution des importations (Berg 2006, 2004). C'est la structure de la demande et non des considérations théoriques qui imposèrent une telle transformation des produits de luxe. Les classes riches anglaises préféraient le produit noble, que les classes moyennes ne pouvaient se procurer. Ces dernières optaient en faveur de produits accessibles en termes de coût grâce à des innovations, dans le processus de production, dues à la production en grande quantité.

Les leaders intellectuels de la révolution industrielle en Angleterre en étaient pourtant si peu conscients qu'ils n'y voyaient pas de source de compétitivité anglaise. En sélectionnant les produits à soumettre à la cour chinoise afin d'ouvrir le marché à l'Empire du Milieu (1792), ils préféraient des produits de luxe aux produits de masse sur lesquels ultérieurement la poussée des exportations anglaises allait reposer, non seulement en Chine mais aussi dans les autres empires de civilisations anciennes et beaucoup plus raffinées que celles de l'Europe.

Certes, on peut aujourd'hui prétendre que des produits simples de faible qualité ne se vendraient pas sur un marché mondial dominé par la demande occidentale. Il reste pourtant que la poussée des exportations chinoises repose actuellement sur des produits simples de faible qualité, comme c'était le cas des produits allemands à la fin du 19^e siècle. Le «made in Germany» a été imposé pour caractériser les produits allemands de «shoddy».

La spécialisation au moins initiale sur des produits simple favorise l'effet d'exportation avec remontée de filières. Une distribution égalitaire des revenus dans la société locale, qui homogénéise la structure de la demande, soutient cet effet en créant l'avantage comparatif dans ces filières.

Cette orientation de l'appareil productif est renforcée par des mesures réductrices de marginalité (Elsenhans 1994, 393-404). S'il y a une caractéristique de sous-développement sur laquelle tous les théoriciens s'accordent, c'est le chômage structurel, qui dépasse le niveau d'une armée de réserve telle que décrite par Marx. A la différence de ce qu'affirme la théorie économique néoclassique, le

surplus de travail empêche la réalisation du cercle vertueux suivant : augmentation de la productivité, augmentation de l'emploi, raréfaction du travail, augmentation des revenus individuels, expansion de la demande intérieure, augmentation de l'emploi. Le modèle néoclassique, avec sa tendance au plein-emploi, apparaît sous cet angle comme un cas spécifique dont les conditions n'existent pas dans une économie sous-développée, en raison de la faible productivité marginale de travail (au dessous des coûts de subsistance). L'un des instruments proposés, afin de surmonter la marginalisation des travailleurs en «surplus» en établissant ce mécanisme de raréfaction de l'offre de travail, a été la réforme agraire. Dans un contexte de distribution relativement égalitaire du sol, toute exploitation agricole réunit suffisamment de terres pour obtenir, sur la base d'heures de travail limitées, des rendements élevés compensant les rendements décroissants liés à l'augmentation du volume horaire de travail. La famille paysanne survit en ajoutant à ses heures de travail sur son sol des heures supplémentaires au rendement plus faible afin de pouvoir acheter les produits supplémentaires nécessaires, ses heures très productives ne suffisant pas à couvrir ses besoins de subsistance. L'argument des «paysans zélés» de Chayanov, à la base de la théorie de la réforme agraire, trouve ici sa source (Chayanov 1966, 86).

Le coût du travail qu'une famille paysanne offre hors ferme et qui correspond au rendement de ces heures très peu productives de labour agricole, est inférieur au niveau de salaire qu'un travailleur agricole, sans accès à sa propre terre et donc dépendant uniquement des heures de travail industriel, doit exiger pour survivre.

Ceci explique le succès des pays, ayant réussi leur stratégie d'exportation de produits manufacturés, à mettre à disposition de l'industrie de la main-d'œuvre très peu coûteuse qui, telles les jeunes femmes ou le *by-employment* rural, tire une partie de ses coûts de reproduction de l'exploitation familiale, comme c'est le cas de la Corée du Sud, de Taiwan, de la Thaïlande et en partie de la Chine populaire et du Vietnam. Ici, la rente foncière circule à l'intérieur d'une exploitation agricole et permet d'abaisser les coûts de l'offre de travail pour l'industrie, tout en réservant un maximum de ressources économiques intérieures à la consommation des masses.

La mobilisation d'une rente, en faveur de l'abaissement du coût du travail, est ici réalisée à l'intérieur des exploitations agricoles sous une forme soutenant, tant la consommation de masse que le pouvoir de

négociation des travailleurs agricoles qui disposent d'une ressource de réserve. Une fois encore, la rente n'est plus absorbée par le gaspillage des riches mais mise à profit afin de lancer le développement basé sur la demande des masses.

L'égalité de la distribution des revenus favorise donc la diversification industrielle par l'exportation de produits manufacturés. Cette diversification n'implique pas la déformation de la société, ce que soutiennent les auteurs de la dépendance, mais plutôt une orientation vers des objectifs assez similaires à ce que l'on a appelé le développement autocentré dans l'intérêt des masses, cela sans les inconvénients engendrés par le repli sur soi et la gestion bureaucratique de l'économie.

6- L'ALGERIE PEUT-ELLE SE PERMETTRE UNE TELLE ORIENTATION ECONOMIQUE?

Le développement d'une politique d'industrialisation par l'exportation de produits manufacturés en Algérie fait face au problème de la dépendance alimentaire; cette dernière ne changera pas si le climat de l'Algérie n'évolue pas. La dépendance alimentaire est un fait qui implique que le pays devra générer des ressources par l'exportation de produits manufacturés. L'Algérie ne peut choisir entre le repli sur soi et la compétitivité internationale dans l'industrie. Elle doit devenir compétitive dans l'industrie et le plus vite sera le mieux.

Cet impératif s'impose d'autant plus que l'ascension des pays très peuplés de l'Est et du Sud-est asiatique les pousse à chercher, hors de leurs frontières, de nouvelles terres afin d'assurer leur approvisionnement alimentaire. Il s'agit donc seulement de savoir comment on atteint ce but et non s'il faut le poursuivre. Le modèle planifié avait comme logique de base le développement de marchés intérieurs de masse et l'importation de technologies de pointe, afin de parvenir rapidement à un niveau de productivité élevé pour pouvoir s'intégrer dans la division internationale du travail. Cette «greffe technologique» a surtout échoué parce que la discipline «révolutionnaire» des cadres ne suffisait pas à assurer l'emploi efficace de la rente pétrolière dans les entreprises publiques algériennes. La crise des années 1980 en résulta.

Une libéralisation de l'économie, sans exposition à la compétition internationale, conduit à la privatisation de rentes aussi longtemps que

le niveau de compétition est bas, ce qui est le cas en Algérie étant donné l'étroitesse de son marché intérieur. Les entreprises privées algériennes dépendent, pour parvenir à importer, de voies d'accès aux devises qui résultent finalement d'un lien politique. Une libéralisation, basée sur un taux de change irréaliste par rapport à la compétitivité de l'industrie algérienne, a donc conduit à des structures rentières au moins aussi opaques que celles qui prévalaient lors de la dégénérescence de l'ancienne classe-Etat algérienne (Elsenhans 1984, 26 ss). Ces structures sont maintenues en invoquant l'intérêt national à la préservation de certains potentiels économiques. Elles permettent d'accaparer des rentes utilisées pour le maintien du pouvoir, ce qui implique la limitation de la régulation marchande et, en raison du montant limité de la rente pétrolière, celle de la démocratie.

En apparence, l'Algérie a libéralisé son économie. Dans les faits, cette prétendue libéralisation a surtout affaibli les contrôles qui existaient dans le modèle bureaucratique, sans introduire les contrôles du marché ou de la démocratie. La classe rentière, qui se dit entrepreneuriale, est encore moins dynamique que les «technocrates» dévoués de l'ère Boumédienne.

Cet immobilisme rend nostalgiques de larges groupes de la population. Le passé récent est considéré avec regrets mais les raisons essentielles de l'économie planifiée ne sont pas abordées. Une telle attitude risque de négliger les défis actuels: comment gérer la rente pétrolière, ressource de financement importante, de manière à réussir la «greffe technologique»?

La rente ne peut servir à la transformation de compétences techniques qu'à une seule condition: qu'elle finance l'avantage d'un acteur économique en orientant son comportement vers plus de productivité. Ce fut la logique de l'allocation de sommes importantes à l'investissement. Les restes à réaliser (RAR) ont montré que l'on pouvait contrôler l'allocation de ces sommes en matière d'achat de biens d'équipements, mais non les rendements économiques de ceux-ci en raison d'un problème d'information. Les entreprises nationales ont toujours été capables de démontrer que leurs mauvais résultats étaient dus à l'état de sous-développement de l'économie algérienne (manque d'infrastructures, faible niveau de qualification de la main-d'œuvre, tissu industriel déficient etc.).

Si même un Etat très organisé comme celui de Boumédienne s'est montré incapable de surmonter ce problème d'information, une structure

plus décentralisée de gestion de la rente n'y parviendra pas sans exposer les acteurs économiques à la compétition. Il est donc nécessaire d'importer ce mécanisme de la compétition en ouvrant l'économie algérienne au marché mondial, quitte à définir plus tard comment parer aux conséquences de cette ouverture en utilisant judicieusement la rente sans détruire l'incitation à l'innovation. Eviter la dévaluation au niveau de la productivité algérienne, hors hydrocarbures, équivaut à maintenir des pans entiers de cette économie dans la dépendance de la rente pétrolière, sans imposer l'innovation dans le secteur hors hydrocarbures, celui-ci étant trop limité pour entraîner le plein-emploi. Ceux qui font partie de ce système, même les travailleurs, sont subventionnés et font donc partie du système rentier, même si leurs revenus peuvent être faibles, tandis que le reste de la population, les jeunes en particulier, demeure marginalisée.

En abaissant les coûts internationaux du travail, on crée de l'emploi dans les industries d'exportation et les nouvelles industries qui remplacent des produits jusqu'alors importés dans des conditions de compétition.

En raison de la dépendance alimentaire, on ne peut abaisser le coût international de la main-d'œuvre algérienne sans parer à la hausse des coûts de l'alimentation des masses, ce qui se répercuterait à travers des salaires en monnaie algérienne en croissance sur les coûts internationaux de cette main-d'œuvre. Une dévaluation sans se prémunir des pressions inflationnistes dans le secteur des biens de masse échouerait. Nous avons évoqué ailleurs (Elsenhans 1999a, 232), qu'une vraie solidarité euro-méditerranéenne devrait inclure la cession des surplus agricoles européens (déjà financés par l'Union européenne) aux pays de la rive Sud de la Méditerranée à un prix symbolique. Cela permettrait de maintenir une certaine stabilité des coûts de la main-d'œuvre algérienne à la suite d'une dévaluation. Un tel approvisionnement alimentaire, bon marché, pourrait remplir le rôle de la révolution verte dans l'ascension industrielle de l'Est et du Sud-est asiatique. Les coûts pour l'Europe seraient limités car les Européens sont incapables de réduire leurs surplus agricoles. Un tel soutien serait limité à une période de transition, car ultérieurement, les pays du Sud de la Méditerranée disposeront de l'avantage comparatif dans la production manufacturière qu'ils seront capables de transformer en compétitivité par le prix, à un niveau de productivité industrielle plus élevé. A long terme, les pays du Sud de la Méditerranée constitueront

les marchés de l'agriculture européenne. Une telle stratégie créera, sur la rive Sud de cette mer, une région industrielle dynamique sur laquelle l'Europe pourra baser sa transition vers des industries de pointe afin de rester compétitive avec les deux autres pôles de richesse du Nord, soit les Etats-Unis et le Japon favorisés par l'industrialisation de l'Est asiatique. Nous ne revenons pas ici sur cette «solution euro-méditerranéenne».

Nous supposons donc que l'Algérie devrait et pourrait financer la subsistance de base de la masse de sa population à partir de sa rente pétrolière. *De facto*, elle le fait déjà puisque la valeur internationale d'un dinar algérien, non entièrement convertible, n'a pas d'influence sur le montant de rente pétrolière à affecter aux importations alimentaires du pays. Cette subvention pourrait prendre la forme de l'accès de ceux qui travaillent à une carte de rationnement en alimentation de base, à une prime à l'emploi versée à ceux qui paient des cotisations sociales, afin de privilégier les petites et moyennes entreprises un peu plus structurées que le secteur informel ou à un soutien généralisé à l'alimentation de base incluant un contrôle de la réexportation de denrées alimentaires. Dans le cas d'un système de rationnement par cartes, les commerçants recevraient des coupons utilisables comme une monnaie dans l'opération d'achats et utiliseraient ces coupons pour s'approvisionner à partir d'organismes, bien sûr étatiques. Ces derniers, à partir d'allocations de ressources budgétaires sur la base de coupons reçus, achèteraient sur le marché mondial des produits alimentaires. Les travailleurs offriraient leurs services pour des salaires peu élevés qui seraient uniquement un complément à leur revenu en coupons alimentaires. En cas de libéralisation de l'économie, des entrepreneurs trouveraient, à ce bas niveau de salaires, des débouchés extérieurs et l'augmentation de l'emploi entraînerait alors des débouchés internes et donc l'augmentation de capacités de production: les entrepreneurs accumuleraient.

Les catégories sociales jusqu'alors favorisées par des salaires élevés en dinar souffriraient de la baisse de leur pouvoir d'achat concernant les produits importés: soit elles se rabattent sur des produits locaux, soit elles acceptent une diminution de leur train de vie. On aurait alors une compression des niveaux de vie de ceux qui auparavant avaient accès à la rente au bénéfice du cercle vertueux comprenant: consommation de masse, augmentation des exportations, augmentation de l'emploi et déclenchement d'un processus de

renforcement de la croissance par la demande et de cette dernière par l'accroissement de l'emploi. Le mécanisme conduisant au développement se mettrait en place sans charger l'Etat par une multitude d'opérations ponctuelles.

Avec le retrait de l'Etat du micro-management de l'économie, les capacités administratives libérées, toujours rares dans une économie sous-développée, pourraient contribuer à lancer des programmes de soutien sectoriel de la production dans l'enseignement, la recherche, la création d'infrastructures etc. et le coût bas de la main-d'œuvre locale, en monnaie nationale (non pas en coupons alimentaires), rendrait rentable le recours aux capacités locales par rapport à des contractants étrangers.

Il est clair qu'une telle solution rencontrerait l'opposition de ceux que l'on peut qualifier de classes moyennes, employées dans les secteurs jusqu'alors protégés. Inversement, on pourrait compter sur le soutien des nouveaux employés bénéficiant de l'expansion du marché du travail, des créateurs d'entreprises venant répondre aux nouvelles demandes intérieures et surtout des entrepreneurs qui, en employant la nouvelle main-d'œuvre algérienne subventionnée, deviendraient compétitifs sur le marché mondial.

Il est indéniable que cette stratégie, synonyme d'exploitation de fait, rencontrerait une forte opposition intellectuelle même si elle préserve en réalité la rente pétrolière non affectée par la dévaluation. Une telle stratégie se justifie cependant comme instrument de transformation de l'économie et de la société algériennes. On observerait sans doute que certaines entreprises ne réinvestissent pas et font trop peu d'efforts pour former la main-d'œuvre. Cependant, les entrepreneurs désireux d'accumuler n'auraient d'autres choix que d'investir dans la main-d'œuvre et d'élargir leurs capacités de production. Si certains refusaient de s'y conformer, d'autres prendraient leur place sans autre sanction. De même, la dépendance des technologies importées se prolongerait, au moins initialement. Des exemples pour y remédier ont été donnés plus haut. Survivre à de telles oppositions dépendrait de la capacité de transmettre la logique de la stratégie choisie, à de larges couches de la population qui en bénéficieraient au moins à moyen terme. Ceci devrait requérir des reconversions idéologiques dont nous ne pouvons qu'esquisser certains aspects qui nous paraissent essentiels.

L'Etat rentier était basé sur une vision du monde selon laquelle le sous-développement était causé par l'extérieur (exploitation, impérialisme, injustice de l'évolution des termes de l'échange, destruction des capacités artisanales ou industrielles par la compétition extérieure). Ce discours est né avec le mouvement de libération nationale à partir de l'Inde (*drain of India*). La valeur de ses conclusions ne peut être discutée ici. Cela dit, ce débat n'est pas foncièrement important car il n'a pas de conséquence pratique. Qu'importe si le sous-développement est imposé de l'extérieur ou non; au plus, les pays occidentaux déplorent la voie suivie et augmentent l'assistance économique. Cependant, même une forte assistance économique ne peut créer le plein-emploi et la croissance dans l'intérêt des masses. La réussite de l'OPEP depuis 1973, à accaparer des rentes au montant dépassant les investissements productifs dans les économies des pays émergents, démontre avec conviction que termes de l'échange favorables et argent transféré importent peu. Ces derniers ne peuvent avoir d'effet positif sur la croissance, que si l'on met les masses déshéritées au travail afin de dégager des revenus permettant la création de nouveaux emplois locaux dans les filières orientées vers la production locale. Le débat sur l'exploitation est donc un abcès de fixation du Tiers-Monde dans le sous-développement et la dépendance réels. Cultiver le discours sur la dépendance est la voie la plus sûre à la prolongation du sous-développement.

Au discours sur la dépendance est lié celui sur l'économie morale. Tous les acteurs qui ont accès à la rente le justifient par des arguments moraux, en Algérie notamment par les niveaux de vie finalement faibles de beaucoup de ceux concernés par cette rente. Il n'a pas de conséquences pratiques car il concerne le transfert d'un revenu, même si il lie souvent ce transfert à une prestation. Ce discours moral s'oppose à l'anonymat de l'évaluation d'une prestation par le marché. Il tend donc surtout à disculper ceux qui sont chargés de l'utilisation effective de la rente. Le régime capitaliste, à plein-emploi et compétition parfaite, abolit ce propos et le remplace par le pouvoir de négociation du travail individuel. En effet, en situation de plein emploi, chaque travailleur en régime capitaliste produit un surplus; il peut donc être exploité et de ce fait peut imposer un salaire correspondant à sa productivité car son emploi est nécessaire pour exploiter cette dernière. Le capitalisme se passe du discours moral par le plein-emploi et ne fonctionne qu'à cette condition. Ce discours n'a certes pas disparu mais son influence est

réduite; elle renforce dans la lutte, pour les ressources, ceux qui savent «mieux discourir» et ce sont toujours les nantis. Son déclin les affaiblit et renforce les «subalternes».

Dans la lutte pour le soutien politique, la revendication primordiale doit donc être le droit au travail, comme le fait le discours moral. Depuis la période d'apparition des religions monothéistes il y a deux mille ans, le droit au travail et le droit aux fruits du travail sont les exigences économique-sociales de tout mouvement religieux réformiste.

C'est la politique qui compte alors: la libéralisation économique n'est pas un but en soi. Elle est plutôt l'instrument qui donne aux masses voix au chapitre par leur emploi productif. Dans les conditions actuelles, la croissance de l'emploi par la diversification des exportations est un instrument plus efficace que la distribution de rentes par la planification microéconomique. Dans cette dernière, le rôle des agents moraux incontournables, au sein de la classe des décideurs économiques bureaucratiques, est d'autant plus grand que la rente est importante. Au lieu de se complaire dans l'aisance financière jusqu'à ce qu'il soit trop tard, le défi à relever consiste à utiliser la rente maintenant, alors qu'elle est encore importante, afin de mettre au travail une population qui a largement dépassé le potentiel agricole de l'Algérie et qui ne pourra survivre sans le développement de la production industrielle. Lamentations et auto-apitoiement ne provoqueront pas de changement de stratégie. Le développement économique ne sera possible qu'en se mettant au travail.

Lorsqu'une stratégie d'exportation de biens manufacturés aura été établie, elle pourra être complétée par des stratégies visant à accélérer l'accroissement des compétences techniques et l'amélioration des conditions de production de l'Algérie.

Références bibliographiques

Bai M K., 1982. "The Turning Point in the Korean Economy". In *Developing Economies*, année 20, n° 2, juin, pp. 117-140.

Baran P A. & Sweezy P-M., 1967. "*Monopoly Capital. An Essay on the American Economic and Social Order*", Monthly Review Press, New York.

Berg M., 2006. Britain, Industry and Perceptions of China: Matthew Boulton, "Useful Knowledge" and the Macartney Embassy to China 1792-94. In *Journal of Global History*, année 1, n° 2, pp. 269-288.

- Berg M.**, 2004. In Pursuit of Luxury: Global History and British Consumer Goods in the Eighteenth Century. In *Past and Present*, n° 182, février, pp. 83-142.
- Bergesen A J., Lizardo O.**, 2004. International Terrorism and the World-System. In *Sociological Theory*, année 22, n° 1, pp. 38-52.
- Bowles P., & Wang B.**, 2006. "Flowers and Criticism": The Political Economy and the Renminbi Debate. In *Review of International Political Economy*, année 13, n° 2, pp. 233-257.
- Busch K.**, 1993. *Gewerkschaftliche Tarifpolitik in Europa - Handlungsbedingungen und -möglichkeiten in alternativen Integrationszenarien. Expertise im Auftrage der Hans-Böckler-Stiftung*, Osnabruck.
- Busch K.**, 1974. Die Internationalisierung kapitalistischer Produktionsverhältnisse: Ein Beitrag zur Debatte über die Widersprüche des Kapitalismus. In *Leviathan*, année 2, n° 3, pp. 383-408.
- Chayanov A V.**, 1966. *The Theory of Peasant Economy*, Richard D. Irwin, Homewood, Ill.
- Chen H, Gordon M J, & Zhiming Y.**, 1994. The Real Income and Consumption of an Urban Chinese Family. In *Journal of Development Studies*, année 31, n° 1, octobre, pp. 201-213.
- Dosi G.**, 1991. Perspectives on Evolutionary Theory. In *Science and Public Policy*, année 18, n° 6, décembre, pp. 353-361.
- Elsenhans H.**, 2006. *Globalization between a Convoy Model and an Underconsumptionist Threat*, LIT Verlag, Münster.
- Elsenhans H.**, 2001. Renten in der exportorientierten Industrialisierung: Zur notwendigen und widerspruchsvollen Rolle des Staats. In *Staatlichkeit im Epochenbruch? Antworten aus der Perspektive des Südens und Ostens*. Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv, Hambourg (sous la direction de P Gärtner), pp. 251-296.
- Elsenhans H.**, 2000a. La théorie de la croissance endogène modifie-t-elle radicalement la théorie du développement? In *Tiers Monde*, année 41, n° 164, pp. 729-748.
- Elsenhans H.**, 2000b. The Rise and Fall of Really Existing Socialism. In *Journal of Social Studies*, année 87, janvier-mars, pp. 1-16.
- Elsenhans H.**, 1999a. Globalisation and the European Integration Process. In *International Studies*, année 36, n° 3, pp. 217-235.
- Elsenhans H.**, 1999b. La mondialisation: Mythes et véritables défis. In *NAQD - Revue d'Études et de Critique Sociale*, n° 12, été-automne, pp. 105-123.

- Elsenhans H.**, 1994. Rent, State and the Market: The Political Economy of the Transition to Self-sustained Capitalism. In *Pakistan Development Review*, année 33, n° 4, décembre, pp. 393-428.
- Elsenhans H.**, 1984. Le développement autocentré contradictoire. In *Cahiers du CREAD*, n° 3, juillet-septembre, pp. 4-47.
- Elsenhans H., Kleiner E., & Dreves R J.**, 2000. *Développement, équité et extension du marché des masses. Une autre alternative. Le cas algérien. L'enjeu des PME industrielles*, Publisud, Paris.
- Freeman C.**, 1995. The National System of Innovation in Historical Perspective. In *Cambridge Journal of Economics*, année 19, n° 1, janvier, pp. 5-24.
- Guillaumont-Jeanneney S., & Hua P.**, 1996. Politique du change et développement des exportations manufacturées en Chine. In *Revue économique*, année 47, n° 3, mai, pp. 851-860.
- Haggard S M.**, 1983. *Pathways from the Periphery: The Newly Industrializing Countries in the International System*, Thèse, Berkeley, Cal.
- Hayek F A V.**, 1941. *The Pure Theory of Capital*, University of Chicago Press, Chicago, Ill.
- Kaldor N.**, 1955. Alternative Theories of Distribution. In *Review of Economic Studies*, année 23, n° 61, pp. 83-100.
- Keynes J M.**, 1939. Relative Movements of Real Wages and Output. In *Economic Journal*, année 49, n° 193, mars, pp. 34-57.
- Keynes J M.**, 1936. *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, Macmillan, Londres.
- Khan M H.**, 2000. Rents, Efficiency and Growth. In *Rents, Rent-Seeking and Economic Development. Theory and Evidence in Asia*. Cambridge University Press, Cambridge et al. (sous la direction de M H Khan., C S Jomo), pp. 21-69.
- Kohlmey G.**, 1958. *Entwicklungsprobleme des sozialistischen Wirtschaftssysteme. Ein Diskussionsbeitrag*, Akademie-Verlag, Berlin.
- Luxemburg R.**, 1923. *Die Akkumulation des Kapitals. Ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus [1913]*, Vereinigung internationaler Verlagsanstalten, Berlin.
- Marx K.**, 1972. *Das Kapital: Kritik der politischen Ökonomie (1): Der Produktionsprozeß des Kapitals [1867]*. MEW 23, Dietz, Berlin.
- Mytelka L K.**, 1986. The Transfer of Technology: Myth or Reality? In *The European Community's Development Policy: The Strategies Ahead. Conference organised at the College of Europe, Bruges, 4-6*

July 1985, De Tempel, Bruges (sous la direction de C. Cosgrove, Jamar J.), pp. 243-281.

Ricardo D., 1951. *On the Principles of Political Economy and Taxation [1817]. The Works and Correspondence of David Ricardo (I)*, Cambridge University Press, Cambridge et al.

Romer P M., 1994. The Origins of Endogenous Growth. In *Journal of Economic Perspectives*, année 8, n° 1, hiver, pp. 3-22.

Say J-B., 1972. *Traité d'économie politique [1803]*, Calmann-Lévy, Paris.

Sid Ahmed A., 1990. *Development and Resource-Based Industry. The Case of the Petroleum Economies. A Brief Survey of Recent Studies*, OPEC Fund for International Development, Vienne.

Sinn H-W., 2005. *Basar-Ökonomie Deutschland – Exportweltmeister oder Schlusslicht? ifo Schnelldienst Sonderausgabe*, Ifo - Institut für Wirtschaftsforschung, Munich, mars.

Sohn-Rethel A., 1973. *Ökonomie und Klassenstruktur des deutschen Faschismus*, Suhrkamp, Francfort sur le Main.